



ERRATUM

COMMISSION PARITAIRE DE LA
TRANSFORMATION DU PAPIER
ET DU CARTON

n°136

**CCT n° 68050
du 26 avril 2001**

Correction du texte français :

- à l'article 6 du chapitre V, le paragraphe « *Pour les ouvriers et ouvrières qui utilisent d'autres moyens de transport pour se déplacer sur une distance égale ou supérieure à 5 km, les modalités d'intervention des employeurs sont fixées comme suit :* » est supprimé.
- à l'article 6 du chapitre V, deuxième alinéa, les termes « *l'intervention de l'employeur pour les déplacements atteignant 5 km ou plus calculés à partir du domicile* » sont remplacé par « *l'intervention de l'employeur pour les déplacements atteignant 3 km ou plus calculés à partir du domicile* ».

ERRATUM

PARITAIR COMITE VOOR DE
PAPIER- EN
KARTONBEWERKING

nr 136

**CAO nr 68050
van 26 april 2001**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- in artikel 6 van het hoofdstuk V, vervallen de woorden « *Pour les ouvriers et ouvrières qui utilisent d'autres moyens de transport pour se déplacer sur une distance égale ou supérieure à 5 km, les modalités d'intervention des employeurs sont fixées comme suit :* ».
- in artikel 6 van het hoofdstuk V , tweede alinea, worden de woorden « *l'intervention de l'employeur pour les déplacements atteignant 5 km ou plus calculés à partir du domicile* » vervangen door « *l'intervention de l'employeur pour les déplacements atteignant 3 km ou plus calculés à*

partir du domicile ».

- à l'article 6 du chapitre V, il y a lieu d'ajouter le paragraphe suivant « *Cependant, pour les distances égales à 3 km et 4 km, l'intervention de l'employeur sera égale à, respectivement 3/5 et 4/5 de l'intervention de l'employeur pour 5 km, dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social* ».

- artikel 6 van het hoofdstuk V wordt aangevuld als volgt « *Cependant, pour les distances égales à 3 km et 4 km, l'intervention de l'employeur sera égale à, respectivement 3/5 et 4/5 de l'intervention de l'employeur pour 5 km, dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social* ».

Décision du 2 mars 2004

Beslissing van 2 mars 2004

20-06-2001

14-10-2001

NR.
N°

08050 / CC / 436

4

TRANSPORT DES TRAVAILLEURS

Convention collective de travail du 26 avril 2001.

CHAPITRE 1**Champ d'application**

Article 1 - La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs, aux ouvriers et aux ouvrières des entreprises relevant de la compétence de la commission paritaire de la transformation du papier et du carton, à l'exception des entreprises de fabrication de papiers peints et des entreprises de fabrication de tubes en papier.

CHAPITRE 2**Transports en commun publics par chemin de fer**

Article 2 - L'intervention de l'employeur dans les prix du titre de transport utilisé pour le transport organisé par la S.N.C.B., sera calculée sur la base du barème figurant en annexe de l'arrêté royal pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 établissant une intervention des employeurs dans la perte subie par la S.N.C.B. par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

CHAPITRE 3**Transports en commun publics autre que les chemins de fer**

Article 3 - En ce qui concerne les transports en commun publics autres que les chemins de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements sera déterminée suivant les modalités fixées ci-après :

- a) Lorsque le prix du transport est proportionnel à la distance, l'intervention de l'employeur est égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance correspondante, sans toutefois excéder 60 % du prix effectivement payé par l'ouvrier ou l'ouvrière;
- b) Lorsque le prix est fixe quelle que soit la distance, l'intervention de l'employeur est égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour une distance de 7 km, sans toutefois excéder 60 % du prix effectivement payé par l'ouvrier ou l'ouvrière.

CHAPITRE 4

Transports en commun publics combinés

Article 4 - Lorsque l'ouvrier ou l'ouvrière combine le train et un ou plusieurs autres moyens de transport en commun public et qu'un seul titre de transport est délivré pour couvrir la distance totale - sans que dans ce titre de transport, une subdivision soit faite par moyen de transport en commun public -, l'intervention de l'employeur sera égale à l'intervention de l'employeur dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

Article 5 - Dans tous les cas où l'ouvrier ou l'ouvrière utilise plusieurs moyens de transport en commun public, l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue est calculée comme suit :
après que l'intervention de l'employeur, en ce qui concerne chaque moyen de transport en commun public qu'utilise l'ouvrier ou l'ouvrière, a été calculée conformément aux dispositions des articles 2, 3a, 3b et 4 de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'additionner les montants ainsi obtenus afin de déterminer l'intervention de l'employeur pour l'ensemble de la distance parcourue.

CHAPITRE 5

Autres moyens de transport

Article 6 - Dans le cas où l'ouvrier ou l'ouvrière utilise un moyen de transport autre que les transports en commun publics dont question aux chapitres 2, 3 et 4, l'intervention de l'employeur pour les déplacements atteignant 3 km ou plus calculés à partir du domicile de l'ouvrier ou l'ouvrière sera égale à 60 % des frais réels supportés par l'ouvrier ou l'ouvrière, sans toutefois excéder pour une distance correspondante le montant de l'intervention de l'employeur dans les prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

Cependant, pour les distances égales à 3 km et 4 km, l'intervention de l'employeur sera égale à, respectivement 3/5 et 4/5 de l'intervention de l'employeur pour 5 km, dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social.

CHAPITRE 6

Epoque de remboursement

Article 7 - L'intervention de l'employeur dans les frais de transport supportés par les ouvriers et ouvrières sera payée une fois par mois.

CHAPITRE 7**Modalités de remboursement**

Article 8 - L'intervention de l'employeur dans les frais de transport sera payée sur présentation des titres de transport, délivrés par la S.N.C.B. et/ou par les autres sociétés de transport en commun public.

Article 9 - Les ouvriers et ouvrières qui utilisent régulièrement un moyen de transport autre qu'un moyen de transport en commun public pour se déplacer de leur domicile à leur lieu de travail, présentent à leur employeur une déclaration signée certifiant qu'ils utilisent régulièrement ce moyen de transport sur une distance égale ou supérieure à 5 km, en précisant le kilométrage effectivement parcouru. Ils signaleront dans les plus brefs délais toute modification de cette situation.

L'employeur peut à tout moment contrôler la réalité de cette déclaration.

CHAPITRE 8**Durée et dénonciation**

Article 10 - La présente convention collective de travail entre en vigueur à partir du 1er janvier 2001 et annule et remplace la convention collective de travail du ~~25 février~~ 1991 concernant le transport des travailleurs.

" en rep l'année son le même 02 299 110 126
27001110 156

Elle cesse de produire ses effets le 31 janvier 2003. Elle est toutefois prorogée d'année en année par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée à la poste, au président de la commission paritaire.

6 juin

VERVOER VAN DE ARBEIDERS

Collectieve arbeidsovereenkomst van 26 april 2001

HOOFDSTUK 1

Toepassingsgebied

Artikel 1 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders en arbeidsters van de **ondernemingen welke** onder de bevoegdheid van het paritair comité voor de papier- en kartonbewerking vallen, met uitzondering van de **ondernemingen** waar behangpapier wordt geproduceerd en deze waar papieren hulzen worden vervaardigd.

HOOFDSTUK 2

Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer

Artikel 2 - De tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoerbewijs voor het door de N.M.B.S. georganiseerde vervoer zal worden berekend op basis van het **barema**, dat is opgenomen in **bijlage** van het **koninklijk** besluit dat getroffen werd in **uitvoering** van de wet van 27 juli 1962 tot vaststelling van een werkgeversbijdrage in het verlies geleden door de N.M.B.S. ingevolge de uitgifte van abonnementen voor arbeiders en bedienden.

HOOFDSTUK 3

Gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer

Artikel 3 - Voor wat **betreft** het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer, zal de bijdrage van de werkgever in de prijs van de abonnementen vastgesteld worden volgens de hierna vastgestelde modaliteiten :

- a) wanneer de prijs van het vervoer in **verhouding tot** de afstand staat, is de bijdrage van de werkgever gelijk aan de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend **als** sociaal abonnement voor een overeenstemmende afstand, zonder ooit 60 % van de **effectief** door de arbeider of arbeidster betaalde prijs te **mogen** overschrijden ;
- b) wanneer de prijs een eenheidsprijs is, ongeacht de afstand, is de bijdrage van de werkgever beperkt tot de werkgeverstussenkomst in de prijs voor de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor een afstand van 7 km, zonder ooit de 60 % van de effectief door de arbeider of arbeidster betaalde prijs te mogen overschrijden.

HOOFDSTUK 4

Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer

Artikel 4 - Indien de arbeider of arbeidster gebruik **maakt** van een combinatie van de trein en één of meerdere andere gemeenschappelijke openbare **vervoermiddelen**, en voor **zover** er slechts één **vervoerbewijs** wordt afgeleverd voor **het** volledige **traject** - zonder dat dit **vervoersbewijs** een onderverdeling maakt per gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel - zal de bijdrage van de werkgever gelijk zijn aan de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend **als** sociaal abonnement.

Artikel 5 - In elk ander **geval** waar de arbeider of arbeidster meer dan één gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruikt, wordt de bijdrage van de werkgever voor **het** geheel van de afstand als **volgt** berekend : nadat met betrekking **tot** elk afzonderlijk gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel waarvan de arbeider of arbeidster gebruik maakt, de bijdrage van de werkgever is berekend overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 2, 3a, 3b en 4 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst, worden de **aldus** bekomen bedragen opgeteld **om** de **bijdrage** van de werkgever voor het geheel van de afgelegde afstand vast te stellen.

HOOFDSTUK 5

Andere vervoermiddelen

Artikel 6 - Indien de arbeider of arbeidster gebruik maakt van enig ander vervoermiddel dan het gemeenschappelijk openbaar vervoer waarvan sprake in de hoofdstukken 2, 3 en 4, zal de bijdrage van de werkgever voor de afstanden van 3 km en meer berekend vanaf de woonplaats van de arbeider of arbeidster gelijk zijn aan 60 % van de door de arbeiders of arbeidsters werkelijk gedragen kosten, zonder evenwel het bedrag van de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor een **overeenstemmende** afstand te overschrijden.

Voor de afstanden van 3 en 4 km, **mag** de bijdrage van de werkgever bovendien respectievelijk 3/5^e en 4/5^e van de werkgeverstussenkomst in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement voor een afstand van 5 km **niet** overschrijden.

HOOFDSTUK 6

Terugbetalingstijdstip

Artikel 7 - De bijdrage van de werkgevers in de door de arbeiders of arbeidsters gedragen vervoerskosten zal **maandelijks** betaald worden.

HOOFDSTUK 7

Modaliteiten van terugbetaling

Artikel 8 - De tussenkomst van de werkgever in de vervoerskosten **zal** betaald worden op voorlegging van de vervoersbewijzen, uitgereikt door de N.M.B.S. **en/of** de andere maatschappijen van gemeenschappelijk openbaar vervoer.

Artikel 9 - De arbeiders en arbeidsters, die geregeld een ander vervoermiddel benutten dan het gemeenschappelijk openbaar vervoer om zich van hun woonplaats naar de plaats van tewerkstelling te begeven, leggen aan hun werkgever een ondertekende verklaring voor waarin zij verzekeren dit vervoermiddel geregeld te benutten over een afstand gelijk aan of hoger dan 3 km en waarin zij het aantal effectief afgelegde kilometers preciseren. Zij verbinden er zich toe iedere wijziging van deze toestand **binnen** de kortst mogelijke tijd **mee te delen**.

De werkgever **mag** op **elk** ogenblik nagaan of deze verklaring met de werkelijkheid strookt.

HOOFDSTUK 8

Duur en opzegging

Artikel 10 - Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2001 en vernietigt en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van ~~25 februari~~ 1991 betreffende het vervoer van de arbeiders.

Zij houdt op van kracht te zijn op 31 januari 2003, doch wordt van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd, behoudens opzegging door één van de partijen met een opzeggingstermijn van drie maanden, bij een ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het paritair comité.